

l'état de la population et du commerce terre-neuviens (p. 132-135 pour 1884-1891, p. 238-239 pour 1891-1901 par exemple) – les relations commerciales directes étaient quasi nulles (p. 80, dépêche du 10/12/1888) – ou sur des événements tels que le grand incendie de Saint-Jean le 8 juillet 1892 au cours duquel il sauva une partie des archives du consulat (p. 140-142). Mais il s'attache surtout à suivre la situation politique – la question des pêcheries était en effet suivie par la direction politique du ministère des Affaires étrangères –, l'opinion des autorités, de la presse, dont il cite les attaques contre lui (p. 185-186 en 1896 par exemple). Il décrit en détail ses visites et ses démarches et n'hésite pas à livrer son analyse de la situation. Cette correspondance montre aussi les difficultés pécuniaires et matérielles de la vie quotidienne d'un diplomate dans un poste lointain et peu prestigieux. Malgré de nombreuses demandes, Charles Riballier n'obtint que deux congés et dut attendre pendant 18 ans un autre poste.

Ronald Rompkey brosse à grands traits, dans l'introduction, le contexte historique et donne une biographie détaillée du consul, utiles pour le non-initié, mais l'apparat critique se limite surtout à des identifications de personnages et des explications techniques sur la pêche. L'on devine que Charles Riballier des Isles recevait des instructions des directions des affaires politiques et des affaires commerciales du ministère. L'édition de certaines de ces dépêches du « Département » aurait éclairé les méthodes de la diplomatie française.

L'on doit donc remercier Ronald Rompkey pour ce travail minutieux de dépouillement et de transcription de dépêches conservées dans diverses séries du ministère des Affaires étrangères qu'il n'est pas toujours facile de croiser et de rapprocher. Il a su ainsi établir la chronique d'un poste consulaire et rendre plus accessibles à l'historien des archives produites au cœur d'une des questions récurrentes des relations franco-britanniques.

Manonmani RESTIF

Claude GESLIN, Jacqueline SAINCLIVIER, *La Bretagne dans l'ombre de la III<sup>e</sup> République (1880-1939)*, Rennes, Editions Ouest-France (université), 2005, 686 p.

L'histoire de la Bretagne entreprise il y a déjà fort longtemps (1979...), sous la direction d'André Chédeville, par les éditions Ouest-France s'achève enfin par la publication des divers tomes consacrés à l'époque contemporaine : le dernier à paraître est cette *Bretagne dans l'ombre de la III<sup>e</sup> République*, due à la plume de Claude Geslin et Jacqueline Sainclivier. Peut-être justement certains ne verront-ils pas dans cette période une des plus flamboyantes et des plus caractéristiques de

l'histoire de la province. Cela peut se défendre mais ce n'est pas une raison pour négliger ce moment de la Bretagne en république, qui devient peu à peu une Bretagne républicaine. La période est aussi trop encombrée encore de légendes noires – le déclin économique, l'émigration massive, le développement du mépris à l'égard des Bretons attardés, la déculturation volontaire entreprise par l'État français jacobin, etc., légendes qui peuvent avoir un fond de réalité et une justification partielle mais qui n'en méritent pas moins d'être revisitées et révisées à la lumière de l'historiographie et des recherches les plus récentes, qui ne manquent pas. Terre universitaire très active aujourd'hui, la Bretagne a suscité depuis trente ou quarante ans le développement de multiples travaux d'étudiants ou de chercheurs chevronnés, sans compter l'intérêt qu'elle a pu éveiller chez des Français extérieurs à son emprise géographique, voire chez des étrangers : l'ouvrage majeur de l'Américaine Suzanne Berger, traduit en français sous le titre (un peu trompeur en fait), *Les Paysans contre la politique*<sup>1</sup>, en est un exemple frappant.

Le titre peut interroger : « Dans l'ombre de » ? Le mot « ombre » a plusieurs sens. Il peut signifier ici : « sous la protection de la République », sous son parasol (son parapluie, dira-t-on en pensant aux stéréotypes sur la Bretagne), sous son ombrelle. Il soulignerait alors la situation de dépendance, de périphérie, de la province, situation à vrai dire pas entièrement éloignée de la réalité. Mais il peut aussi s'entendre au sens de « ténèbres » opposées à la lumière : il évoquerait plutôt dans ce cas une relation de dominant à dominé, de colonisation, d'oppression, visions chères à l'autonomisme breton des années 30 et pour le moins fortement exagérées. Enfin, il peut faire penser à une situation appauvrie et marginalisée, celle de ceux qui sont « dans l'ombre » parce que d'autres se trouvent « au soleil » et peut-être est-ce le meilleur sens du titre. Mais, en tout état de cause, que la Bretagne n'occupe pas une position centrale entre 1880 et 1939, aucun doute là-dessus.

L'ouvrage se divise en deux parties légèrement inégales, séparées par la césure majeure, quoique bien sûr non spécifiquement bretonne, de la Grande Guerre. La plus longue est due à Claude Geslin et prend la Bretagne, de façon justifiée, à peu près au moment où s'installent au pouvoir les vrais républicains. Que va devenir cette vieille terre où chouans et légitimistes ont longtemps occupé une position sociale et politique dominante face au régime qui s'installe et qui – contrairement à ce que tous ses adversaires avaient cru et annoncé – va, événement majeur de l'histoire politique de l'Europe, *durer* ?

<sup>1</sup> Suzanne Berger, *Les paysans contre la politique*, Le Seuil, coll. « L'Univers historique », 1975, 342 p.

Si Claude Geslin envisage d'abord l'évolution politique de la province, avec raison, il ne lui donne pas la majorité de l'espace qu'il consacre à cette période. On verra tout à l'heure qu'il s'agit d'un parti pris justifiable. Il ne s'agissait pas ici – la place eût manqué – de faire une histoire détaillée des scrutins, des partis et des hommes. L'auteur souligne trois points essentiels qui font du cas breton une histoire assez spécifique :

– l'acceptation progressive du régime républicain, plus ou moins rapide selon les terroirs locaux : assez rapide en Ille-et-Vilaine, dans les Côtes-du-Nord et le Finistère, beaucoup plus lente dans le Morbihan et en Loire-Inférieure où la mainmise de l'aristocratie est plus forte. Mais au total, c'est l'essor d'un républicanisme partout assez modéré, souvent issu en droite ligne du bonapartisme populaire des années 1860 ;

– l'attrait des Bretons pour quelques « grandes figures » dont la carrière politique sera parfois fort longue : un Louis Armez dans les Côtes-du-Nord, un René Le Hérissé en Ille-et-Vilaine. Cette sympathie pour des leaders charismatiques de la part d'une population ayant perdu ses repères d'antan explique sans doute le succès très vif du populisme boulangisme, sans lendemain toutefois ;

– l'importance du fait religieux dans la vie de la province, capital. Le clivage religieux explique largement une bonne part des évolutions politiques de la province, même si ce n'est pas du tout de la manière univoque trop souvent utilisée. Une bonne part de la hiérarchie catholique continue à mener le combat contre le régime abhorré mais le Ralliement fait des adeptes et surtout la Bretagne est une des terres d'élection des débuts de la démocratie chrétienne, à juste titre mis en avant par Claude Geslin. L'enracinement profond du catholicisme explique toutefois la réaction d'hostilité généralisée, toutes fractions politiques confondues, au combisme, en 1902-1905, ainsi que le maintien d'une tradition politique de droite bien plus marquée qu'ailleurs en France. Ce clivage profond permet à André Siegfried de dresser en 1913 le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, texte fondateur de la science politique.

L'ouvrage met par ailleurs en valeur les transformations profondes que connaît la Bretagne entre 1880 et 1914 et souligne la vacuité de l'idée de stagnation profonde que l'opinion générale affecte parfois encore à la Bretagne de cette époque. L'agriculture reste malgré tout l'activité dominante. Elle est favorisée par la grande expansion du réseau de chemin de fer, à voie normale et à voie étroite (les « tramways à vapeur »), ces derniers formant un réseau souvent plus dense que dans d'autres régions françaises. Les chemins de fer départementaux ont une incidence majeure sur l'agriculture, permettant aussi bien la vente facile des productions que l'approvisionnement (amendements, engrais). Il faut donc se départir de l'image très noire de l'agriculture bretonne que, dans

les années 50 du XX<sup>e</sup> siècle encore, confortera, avec les meilleures intentions du monde, l'abbé Élie Gautier (*Pourquoi les Bretons s'en vont*)<sup>2</sup>. Recul massif des landes, progrès de l'élevage porcin et bovin, où la Bretagne apparaît dès 1914 dans une position de leader en France, développement des cultures spécialisées sur la côte nord, exportées en Grande-Bretagne par les « Johnnies », les progrès réels ne sont évidemment pas contradictoires avec la persistance d'une pauvreté rurale, d'un faible niveau de vie et d'un habitat demeuré peu confortable. La prédominance agricole et la relative modernisation sont renforcées par le développement du syndicalisme rural et celui, rapide, des comices agricoles où s'affirme l'influence des notables, républicains comme conservateurs d'ailleurs.

En revanche, le développement industriel n'est évidemment pas un élément majeur et une caractéristique de la Bretagne. Ce qui ne veut pas dire qu'il est inexistant. D'abord, le territoire de la province historique (le seul envisagé ici, non celui de la mutilée « région de Bretagne » actuelle) comprend un secteur très fortement industrialisé, la Basse-Loire, avec les industries nantaises comme la biscuiterie, les industries métallurgiques, les chantiers navals. Dès les années 1880, Saint-Nazaire va construire la plupart des grands paquebots français. En dehors de la Basse-Loire, Claude Geslin reconnaît que l'industrie bretonne ne comporte que peu de grands centres dynamiques autonomes : les arsenaux (Brest, Lorient), les industries d'État demeurent prédominants mais la province comporte d'innombrables petits centres, des isolats industriels très diversifiés. Rennes est une ville beaucoup plus industrielle que la légende ne le dit : tanneries, fonderies (Guy, puis Thuau), soies de porc (au premier rang national vers 1900). Fougères est, avec Romans-sur-Isère, une des capitales françaises de la chaussure. Les industries alimentaires commencent leur grand essor. Toutefois, on ne peut comparer la Bretagne au Nord, à la Lorraine ou à la région lyonnaise. La pusillanimité des entrepreneurs, la faiblesse du système bancaire figurent parmi les handicaps et freins majeurs.

L'activité maritime est bien sûr une des caractéristiques de la Bretagne. Les grands ports coexistent avec une multitude de petits qui ont souvent du mal à organiser une stratégie de survie, en raison du déclin du cabotage. Mais la grande pêche connaît une forme d'apogée entre 1880 et 1900, vers Terre-Neuve (Saint-Malo) et surtout vers l'Islande où s'illustre la gloire de Paimpol. Toutefois, le déclin s'amorce dès les années 1905-1914 ; la terrible dureté et dangerosité de la profession (le plus dangereux de tous les métiers – de loin) n'y contribue pas peu. Inversement, la Belle Époque voit l'essor fulgurant du tourisme balnéaire, avec un peu de retard sur la Normandie ; petites et grandes stations prolifèrent avec au premier

---

<sup>2</sup> Abbé Élie Gautier, *Pourquoi les Bretons s'en vont*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1950. Tome 1, *Un siècle d'indigence* ; tome 2, *La dure existence des paysans et des paysannes*.

rang Dinard, véritable colonie anglaise, et la baie de La Baule où l'arrivée du chemin de fer, en 1879, va déclencher une croissance d'abord lente, puis phénoménale.

Claude Geslin insiste beaucoup sur une des conséquences du développement économique : l'essor du syndicalisme ouvrier. Moindre que dans la région parisienne ou dans le Nord, sans doute – mais réel, avec une combativité ouvrière remarquable dans les ports, les forges, les isolats industriels caractérisés comme Fougères, avec les grandes grèves de 1906-1907, examinées de près dans la France entière. Le syndicalisme breton, comme la vie politique, semble toutefois marqué par une forme de modération, une prééminence du réformisme y compris au sein des syndicats locaux affiliés pourtant à la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire. Le syndicalisme ouvrier chrétien ne naîtra pas plus vite en Bretagne qu'ailleurs – moins sans doute que dans le Nord, mais le mouvement « Jaune » (qui est beaucoup moins que ne l'indique C. Geslin une forme d'organisation suscitée par les seuls patrons) y trouve une terre favorable, marquée par l'élection de Biétry comme député de Brest en 1906.

L'image de la Bretagne forgée par l'opinion et les médias nationaux avant 1914 est sans doute pleine de stéréotypes basés sur des réalités – faute de quoi ils seraient grotesques – mais la première partie de l'ouvrage nous montre à quel point nous sommes loin de la terre des pardons, de la *Légende de la Mort* et de Bécassine (qui fait sa première apparition dans la *Semaine de Suzette* en 1905).

\*\*\*

Jacqueline Sainclivier présente dans la seconde partie l'image d'une Bretagne qui a subi, comme le reste de la France, l'immense choc de la Grande Guerre. Il ne s'agit pas ici évidemment de raconter la guerre mais de montrer comment la Bretagne, loin du front, a participé à l'effort, ou l'a subi, et quelles transformations la guerre a provoquées sur place, avec par exemple l'important effort de reconquête des esprits par l'Église, à vrai dire couronné d'un certain succès. Elle insiste notamment sur la question passionnelle des pertes de guerre, établissant de manière décisive l'absurdité de la légende des 240 000 morts bretons : les pertes, terribles, oscillent entre 110 et 130 000 morts, soit environ 4% de la population totale, un chiffre peu différent de l'ensemble français (3,5%), légèrement supérieur, ce qui s'explique par la plus grande proportion de mobilisés dans l'infanterie dans cette région fortement rurale. Ne nous faisons pas trop d'illusions : une fois constitués, les mythes sont pratiquement indéracinables. Mais la mise au point s'imposait.

Pour le reste, l'auteur divise son propos, de façon justifiée, en deux parties, celle consacrée aux années 20 et celle vouée aux années 30, séparées par le déclenchement de la crise économique mondiale. Les années 20

voient une reprise des conflits entre laïcs et cléricaux et une entreprise forte de l'Église, prolongeant le temps de guerre, pour reprendre la main sur la société. Pourtant, la pratique religieuse ne progresse pas globalement : cela ne pouvait pas être dans le contexte global de la société occidentale. Des oppositions plus fortes qu'auparavant se manifestent entre les zones de fort attachement religieux (Léon, Vannetais, Morbihan intérieur) et celles où la pratique recule rapidement : côtes du Trégor et du Goélo, Cornouaille maritime. Le clivage religieux, plus qu'ailleurs encore, se traduit en clivage politique.

Les conflits entre Église et société laïque se répercutent d'ailleurs dans pratiquement toutes les activités : l'école au premier chef. Mais il n'y a pas prédominance écrasante des uns sur les autres ; simplement, l'école catholique occupe une place bien plus importante que dans le reste de la France. En Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Morbihan, elle l'emporte nettement, dans le Finistère, elle est minoritaire, de peu ; dans les Côtes-du-Nord, l'avantage à la « Laïque » se creuse. Ce n'est pas par hasard que l'ancrage à gauche du département s'affirme. Le clivage religieux se double d'un clivage linguistique. L'école publique valorise l'enseignement du français, qui va constituer un instrument de promotion sociale dans les régions bretonnantes, où il faut l'apprendre comme une véritable langue étrangère, alors que la situation est plus complexe en pays gallo où la faible différence entre dialectes et français littéraire rend plus difficile le passage des uns à l'autre. Est-ce la source d'une certaine supériorité intellectuelle des Finistériens dans les années postérieures ? C'est possible.

Mais l'Église pose sa marque sur bien d'autres activités : les loisirs culturels (cinéma) ou sportifs. Les patronages se développent partout. L'attention portée au cinéma, notamment, est considérable avec la création en 1927 d'un Comité catholique du cinéma qui établira une « cote morale » à l'usage des familles, puis en 1935 d'une Fédération des Associations de Cinéma de l'Ouest (FACO). Mais on ne peut oublier non plus l'impact des associations sportives catholiques. D'une manière générale, l'Église surveille tous les loisirs : elle est attentive par exemple au développement des bals et surtout des danses nouvelles en qui elle voit parfois une source de perte. La guerre autour des bals publics et des guinguettes est une des formes étonnantes de l'affrontement binaire dans les régions de plus forte pratique catholique.

Globalement, le niveau de vie demeure modeste dans les années d'après-guerre. L'habitat paysan, une des plaies de la société, s'améliore peu mais ce n'est guère mieux dans les quartiers ouvriers des villes. Les progrès, constants, de l'alcoolisme, favorisent l'essor de la tuberculose. L'hygiène demeure très insuffisante, tant en milieu rural que dans les classes pauvres urbaines. Mais le tourisme balnéaire, largement alimenté par des étrangers à la région, se développe partout, avec des créations

majeures (La Baule-les-Pins, Les Sables-d'Or-les-Pins dans les Côtes-du-Nord, dont l'essor sera brisé net par la faillite de ses promoteurs et la grande crise économique).

Politiquement, la Bretagne d'après-guerre apparaît plus marquée à droite encore qu'auparavant. La grosse majorité des députés et des sénateurs appartiennent à la droite assumée ou modérée, en 1919 comme en 1924 ou 1928. Lors des grandes manifestations suscitées en 1925 par la Fédération Nationale Catholique fondée par le général de Castelnau (qui n'est pas breton), contre la politique du Cartel des Gauches, l'Ouest, et la Bretagne en particulier, apparaissent tout à fait en pointe, de façon parfois écrasante. Dans la réalité, la situation est plus contrastée : les élections de 1924 montrent même une majorité de voix en faveur des candidats du Cartel des Gauches ! Mais, beaucoup plus faiblement structurée que la droite, dépourvue d'un véritable appui prolétarien, la gauche, où les socialistes comptent beaucoup moins que dans le reste de la France, et le jeune parti communiste encore moins, ne parvient pas à établir de prépondérance, loin s'en faut. L'Église pèse sur l'opinion par son influence très majoritaire dans la presse écrite : le *Nouvelliste de Bretagne*, dont l'audience est considérable, défend des positions radicales, souvent antirépublicaines, au moins jusqu'en 1926. A cette date, l'influence de Mgr Charost, cardinal-archevêque de Rennes, malgré les sympathies du prélat pour l'Action française, pèse en faveur de plus de modération. Mais *L'Ouest-Éclair* défend aussi les positions catholiques, quoiqu'il se situe dans le courant plus centriste de la jeune démocratie chrétienne (Parti Démocrate Populaire). Là aussi, une clarification se fera, mais au détriment de la gauche et donc dans l'optique d'un certain rapprochement des courants catholiques, avec le départ de l'abbé Trochu, un des fondateurs du journal, et qui souhaitait un engagement plus ferme au profit de la gauche non marxiste, en 1930.

Les années 20 sont enfin marquées par le premier essor d'un véritable mouvement régionaliste, bientôt autonomiste. Même si la revue *Breiz Atao* demeure confidentielle, elle défend des positions de plus en plus radicales d'hostilité à l'État français. Parallèlement, une tentative de nationalisme breton catholique autour de l'abbé Perrot et du *Bleun Brug*, fondé en 1905, échoue : la hiérarchie rappelle Perrot à l'ordre et le *Bleun Brug* perd son caractère politique.

Economiquement enfin, les années 20 ne sont pas, pas plus que sur le plan national, des années inertes. La Bretagne n'a aucune ruine à relever. L'essor de l'industrie agroalimentaire, qui va devenir le phare de la région, est considérable. Ce développement entraîne un essor des formes d'organisation syndicale, très diversifiées. L'Office Central de Landerneau, créé avant la guerre, devient, sous l'impulsion du comte de Guébriant, un véritable acteur de la politique économique et sociale rurale au niveau natio-

nal. Le mouvement des « cultivateurs-cultivants » de l'abbé Mancel affirme, contre la volonté de la hiérarchie qui fera tout pour lui nuire, les intérêts des paysans moyens. En revanche, l'Église voit avec plus de faveur l'implantation en Bretagne de la nouvelle confédération catholique, la C.F.T.C., qui tente de créer un syndicalisme chrétien en milieu ouvrier. Mais c'est encore plus dans la période suivante que l'Église développera ses organisations dans tous les milieux (Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Jeunesse Maritime Chrétienne, etc.)

Avec les années 30, le paysage change. La Bretagne ne suit pas l'évolution du pays tout entier. Les élections de 1936, bien loin de donner une majorité au Front Populaire, marquent l'effondrement de la gauche non marxiste, que ne compensent nullement les quelques progrès de la S.F.I.O. La droite apparaît plus prépondérante que jamais. Les ligues d'extrême-droite prennent une place significative mais le plus original est dans la création d'un vaste mouvement de défense du monde rural, mi-politique mi-syndical, les Comités de Défense Paysanne, ou Chemises vertes, par Henri d'Halluin, dit Dorgères, mouvement à prétention nationale mais dont la Bretagne sera la terre d'élection. Mouvement populiste ou fascisant ? On n'entrera pas, faute de place, dans la querelle des mots. Rappelons que vingt ans après, en 1956, le vieux Dorgères fut député poujadiste aux côtés du jeune... Jean-Marie Le Pen, fils de patron pêcheur. L'Office de Landerneau sera un contrepoids efficace au mouvement dorgériste.

Dans une Europe en crise profonde, le nationalisme breton se radicalise. En 1931, est créé le Parti National Breton (P.N.B.) avec Célestin Lainé, Fransez Debauvais, les frères Delaporte, Olier Mordrel (fils d'un grand général français de la Première guerre mondiale !). Le parti demeure numériquement peu important, mais très actif, intellectuellement influent. En 1932, il fait sauter le monument de la niche principale de l'hôtel de ville de Rennes, qui symbolisait l'union de la Bretagne à la France. A partir de 1937, la revue *Stur*, organe officiel du P.N.B., développe des théories racistes et racialistes très analogues à celles diffusées simultanément en Allemagne à la même époque. Le mouvement breton s'inquiète du recul rapide de l'usage du breton mais cette inquiétude est partagée par des personnes situées aux antipodes de son positionnement politique. En 1933, la revue *Ar Falz* est créée par Yann Sohier pour défendre le breton dans l'enseignement laïc et rassemble des intellectuels de gauche, des instituteurs notamment. La question de la survie de la langue bretonne commence à prendre une tournure très éloignée de l'extrémisme politique ou du repli religieux. Elle prendra encore un autre visage après 1945.

Ce n'était pas une mince affaire que de donner de la Bretagne une image complète en cette période parfois confuse et dans laquelle elle ne

semble pas, pour le grand public, porter une image identifiable et brillante. Les deux auteurs y sont tout à fait parvenus.

Jean-François TANGUY

Serge DEFOIS, *Les Avocats nantais au XX<sup>e</sup> siècle, Socio-histoire d'une profession*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 397 p.

Depuis plusieurs années, des travaux universitaires ont permis d'appréhender l'histoire récente et l'évolution d'une profession que l'on connaissait surtout par des publications de mémoires et souvenirs d'avocats célèbres. On peut citer les études réalisées pour les barreaux de Toulouse, Lyon et Grenoble mais aucune n'avait été faite sur la Bretagne. Cette lacune est comblée grâce à Serge Defois qui a soutenu, en 2006, à l'Université d'Angers, une thèse de doctorat en histoire consacrée aux avocats nantais. Ce barreau est à peu près de même importance que celui de Rennes, car Nantes, bien que n'étant pas le siège de la Cour d'appel, a développé ses activités portuaires et commerciales, sources de contentieux judiciaire. S. Defois a choisi d'effectuer une étude institutionnelle et sociologique en partant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la date de 1976, année retenue parce que marquée par une grève nationale des avocats dont l'initiative revenait au barreau de Nantes. A côté des sources archivistiques qu'il lui a fallu parfois classer, S. Defois a enregistré ses entretiens avec neuf avocats nantais, dont plusieurs avec Jean Le Mappian, personnalité de ce barreau et biographe connu de saint Yves. L'auteur a ainsi constitué un *corpus* de 499 avocats (dont 53 femmes) inscrits sur les 79 années retenues : une liste alphabétique de tous ces avocats est placée en annexe ; manque cependant l'indication de leurs années d'inscription qui permettrait de les situer dans le temps. L'analyse de l'auteur se présente en quatre parties : les deux premières s'articulent autour de l'évolution démographique et politique du barreau nantais, les deux autres traitent de l'organisation de la profession sous des angles différents. Sur l'évolution démographique et politique, on observe des variations importantes au cours du XX<sup>e</sup> siècle, dues en partie aux deux guerres. Ainsi, s'il y avait 90 avocats en 1914, ils étaient seulement 60 en 1922 ; de même ils étaient 82 en 1939 et 68 en 1945. Parmi ces manquants, on compte 6 avocats tués en 1914-1918 et 6 avocats tués, fusillés ou disparus sous les bombardements en 1939-1944. Il est aussi avéré que la guerre a freiné les vocations et que de jeunes avocats, découragés par la précarité de leur situation, ont préféré des métiers plus stables et mieux rémunérés. Les avocats sont reconnus comme s'impliquant dans la vie publique, ce qui les amène à exercer des mandats politiques. La grande majorité, à Nantes comme ailleurs, se situe sous la III<sup>e</sup> République du côté des forces conservatrices et leur opposition